

VIE CHÈRE ET SPÉCULATION...

Les économistes de tout grade et de tout poil se lamentent sur la cherté de la vie dont souffre le peuple et cherchent des remèdes à cette situation. Statistiques sur statistiques ont été établies par ces philanthropes, sans que pour cela le prix des marchandises de première nécessité ait baissé d'un centime et, se rendant compte de leur incompétence en la matière, ils engagent le peuple à se nourrir de telle ou telle façon afin de pouvoir sinon faire des économies, du moins boucler son budget.

Nous sourions chaque fois que nous lisons un de ces bons apôtres qui, par l'organe de la presse vendue, nous annonce que la vie a augmenté de 360% depuis 1914, et qu'en conséquence les salaires avant augmenté dans une proportion à peu près analogue la mère de famille doit arriver, si elle sait mener le gouvernail du ménage, à joindre les deux bouts.

Qu'y a-t-il de vrai, tout d'abord dans cette affirmation gratuite des statistiques officielles, que la vie n'a augmenté que de 360%? Si nous additionnons le prix des pommes de terre à celui des automobiles, que nous y ajoutons le prix d'un voyage en première entre Paris et Rouen et que nous prenons une moyenne, il est bien possible que nous arrivions à ce chiffre de 360%; mais nous calculons de tout autre façon et constatons que nos chiffres sont bien supérieurs à ceux de ces messieurs du gouvernement.

Pour se rendre compte exactement des difficultés que rencontre le prolétaire pour nourrir sa famille, il faut faire la comparaison entre le nombre d'heures de travail qui étaient nécessaires avant la guerre pour se procurer le minimum de bien-être et celui qui est indispensable aujourd'hui pour ne pas crever de faim.

Nous avons, avant la guerre, des œufs à 0fr.90 la douzaine en été et de 1fr.20 à 1fr.50 en hiver. Un ouvrier gagnant un salaire moyen horaire de 0fr.90 pouvait donc se payer une douzaine d'œufs en travaillant une heure. Le prix de ceux-ci est, aujourd'hui, de 8fr. à 12fr. la douzaine, ce qui marque une augmentation moyenne de 1.000% et un ouvrier qualifié gagnant 4 francs de l'heure (ce qui est l'exception, car la majorité des travailleurs ne sont payés à Paris que 2fr. 75 à 3fr.50 de l'heure) est obligé de produire deux heures de travail pour se procurer cette même quantité de marchandise, ce qui fait donc le double de ce qu'il payait avant la guerre. Presque tous les objets, de première nécessité ont subi cette hausse fantastique. Que nous prenions la viande, le lait qui valait 0fr.20 le litre et que nous payons aujourd'hui 1fr.10, le beurre que l'on avait à 1fr.20 la livre et qui nous coûte à présent 9fr. et les légumes, les effets, tout ce que le peuple ne peut pas ne pas acheter et nous sommes loin des 360% que donnent nos statisticiens.

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que la maladie ravage les classes laborieuses, que la tuberculose fasse d'effrayants progrès et que la mortalité dissémine la classe ouvrière dans des proportions effrayantes.

Les cités industrielles souffrent davantage encore de cette situation précaire, que la campagne.

Au manque de nourriture des ouvriers des villes s'ajoute un air vicié, le logement insalubre, un hygiène déplorable et une activité fiévreuse qui vieillit le citadin bien plus vite que le travailleur de la terre.

Il paraît donc indispensable de revenir à un équilibre plus adéquat aux besoins des masses et les commissions et sous-commissions ne peuvent certainement pas y réussir.

Il est donc évident qu'une société basée sur le capital, dont tous les rouages sont gouvernés par les représentants de la finance incapables de stabiliser une situation comme celle que nous subissons, ne peut se perpétuer longtemps encore.

La crise de la vie chère, qui va en s'accroissant, dépasse les bornes et fera peut-être un jour prochain se dresser ceux qui en sont victimes, car les gouvernements n'arriveront pas à l'enrayer: il faudrait, pour cela, qu'ils s'attaquent à ceux qui les soutiennent et ils ne le feront pas.

La simple annonce que le gouvernement allait prendre des mesures a provoqué chez les mercantis une protestation et, une dépêche que nous recevons ce soir, de Troyes, nous informe que les associations agricoles de l'Aube s'élèvent contre toute diminution des droits de douane sur les blés étrangers, prétendant que le prix de la vie ne serait pas réduit d'une façon sensible par cette mesure.

Malgré que l'Amérique regorge de blés et soit prête à en livrer à la France à des prix avantageux qui permettraient de vendre le pain meilleur marché, nous continuerons à le payer 1fr.20 le kilo et peut-être 1fr.30 prochainement.

Supprimer les droits de douane sur les blés ne serait certainement pas suffisant, alors que toutes les marchandises françaises ont le même privilège et sont garanties de la même façon que le blé par des droits de douane prohibitifs.

La seule mesure efficace qui s'imposerait et qui pourrait peut-être donner quelques résultats ne sera pas prise par le gouvernement, que ce soit le *Bloc National* qui le dirige ou le *Bloc des gauches*.

Imposer la libre importation et le libre échange en France n'est donc pas du domaine gouvernemental.

Lorsque le peuple, et nous ne le répéterons jamais assez, comprendra qu'il a le droit d'exiger ce qui lui est dû, que le monde regorge de vivres et que s'il en manque la faute en est à la spéculation dégoûtante des mercantis et des financiers, lorsqu'il prendra de force ce qu'on lui refuse de bon gré, le régime de M. Chéron aura vécu et, avec lui, tous les intermédiaires voraces qui bénéficient de la meilleure partie de notre production.

Jules CHAZOFF.
